

Le nationalisme peut-il fonder une éthique de solidarité?

Claude Gauvreau

Comment au Québec célébrer l'ouverture aux autres, reconnaître le pluralisme des identités, sans renier le sentiment d'appartenance et la dimension communautaire que l'Histoire a légués aux Franco-Québécois? Cette question difficile se trouve au cœur de *L'Histoire en trop*, ouvrage paru récemment chez VLB sous la plume de Jacques Beauchemin, professeur au Département de sociologie. Un livre qui va à contre-courant de certaines thèses défendues actuellement par une partie de l'intelligentsia québécoise.

Selon Jacques Beauchemin, le nationalisme québécois contemporain, civique, inclusif et tolérant, auquel il adhère sans réserves, ne doit pas laisser en suspens le problème essentiel de la mémoire ou de la fidélité à une certaine représentation qu'ont d'eux-mêmes les Francophones d'héritage canadien-français. Le sociologue nous parle ici de la nécessité de réconcilier ce qui paraît aujourd'hui s'opposer : le désir d'émancipation des Franco-Québécois, fondé sur une communauté d'histoire, et la volonté d'autres collectivités de Québécois de voir leurs droits respectés dans la mesure où ils ne se reconnaissent pas dans cette mémoire.

Échapper au refus de soi

L'Histoire en trop fait référence à l'histoire canadienne-française d'hier, puis québécoise d'aujourd'hui. Celle qui n'a cessé de rappeler la singularité du parcours historique des Francophones en terre d'Amérique, auquel bien sûr sont venus se joindre, depuis, d'autres Québécois. «Le problème, explique M. Beauchemin, est que la promotion d'un nationalisme civique, capable d'accueillir la diver-



Photo : Andrew Dobrowolskyj

M. Jacques Beauchemin, professeur au Département de sociologie.

sité, a conduit certains intellectuels québécois à se méfier de cette histoire, de peur d'exclure du grand récit collectif ceux qui ne peuvent la partager. Le nationalisme francophone semble en effet traversé par une mauvaise conscience lui interdisant de la rappeler. Je crois qu'il faut essayer d'échapper au refus de soi qui s'exprime dans cette conscience honteuse.»

Certes, il ne s'agit pas, selon lui, de réhabiliter le caractère conservateur, voire ethnique, du nationalisme canadien-français du XIX^e siècle. Mais s'il est acquis que la résolution de la question nationale nécessite la participation de tous, elle n'implique pas non plus, soutient-il, la négation d'un

passé qui a fait le Québec tel qu'il est. «Ce qu'il faut prolonger et préserver, c'est cet espace discursif au sein duquel les Québécois, depuis la Conquête, se représentent et se posent la question du devenir collectif et de leur émancipation. C'est dans le fait de se raconter son histoire que la société québécoise a trouvé les moyens de sa survivance.»

M. Beauchemin affirme également que tout projet pour le Québec doit, d'une manière ou d'une autre, considérer la dimension communautariste du nationalisme québécois. Un communautarisme trop souvent associé à un ethnicisme et qui comporte pourtant des vertus. «La société canadienne-française du XIX^e siècle s'est

construite par le bas dans ces espaces de solidarités élémentaires que constituaient la famille, le rang, la paroisse, le voisinage. Ces traits culturels ne sont pas exclusifs aux Franco-Québécois mais ils représentent tout de même une caractéristique de leur culture commune. Ce n'est pas un hasard si les Québécois sont si attachés aux politiques sociales. J'y vois une continuité. Ils savent aussi ce que signifie être minoritaires dans l'espace canadien et nord-américain. Et cette expérience les a rendus sensibles et ouverts aux revendications de certaines minorités victimes de discrimination.»

Par ailleurs, le pluralisme identitaire est devenu une donnée fondamentale de la dynamique politique des sociétés contemporaines, reconnaît M. Beauchemin. L'ouverture à la diversité a engendré, souligne-t-il, un éclatement du sujet politique national auparavant unitaire, cohérent et s'autorisant à parler au nom du bien commun.

«Je ne crois pas que l'on puisse recréer ce sujet politique tel que l'imaginaient les premiers mouvements indépendantistes dans les années 60. On ne peut plus scander le Québec aux Québécois comme il y a 30 ou 40 ans. Nous savons tous que les Anglo-Québécois et les nations autochtones, par exemple, n'ont pas la même conception de la communauté politique du Québec que les Franco-Québécois. Mais ne peut-on pas essayer de s'ouvrir les uns aux autres tout en sachant que des choses nous unissent et nous distinguent tout à la fois?»

Redonner un contenu social

Le professeur Beauchemin estime que la question nationale et le projet de souveraineté doivent être repensés

à la lumière des conceptions nouvelles de la démocratie et de la citoyenneté pour lesquelles le respect des identités particulières passe avant l'édification d'un État souverain. Par exemple, le fait d'être une femme, un jeune ou un homosexuel contribue autant sinon davantage à la représentation qu'ils se font de leur identité que le fait d'appartenir à une nation. Malgré tout, dit-il, le nationalisme peut incarner un lieu de rassemblement capable de fonder une éthique sociale faite de solidarité et de reconnaissance des différences.

«Mais pour cela, il faut absolument redonner un contenu social à la souveraineté. Ainsi, on ne pourra mobiliser les jeunes sans un projet de société. Eux-mêmes n'hésitent pas à critiquer le marché et la déshumanisation du monde, à manifester une volonté de transparence et de défense des plus démunis. Il y a là un projet éthique du vivre-ensemble qui contient une certaine vision de la solidarité et du rapport aux autres. C'est ce qu'il nous faut inventer, par le bas encore une fois.»

Quand les étudiants de Jacques Beauchemin lui demandent «comment se fait-il que la souveraineté n'est pas déjà réalisée?», celui-ci y voit la manifestation de cette vieille volonté des Franco-Québécois d'achever leur destin, même si les souvenirs de l'oppression nationale se sont doucement évanouis depuis 40 ans. «C'est une vision un peu romantique, mais je ne la renie pas. Il y a une dimension tragique dans le parcours historique des Franco-Québécois : un désir de survivance toujours reconduit et en même temps jamais parvenu à son terme.» ●